

Robert K. Hitchcock
Judith Frost

Le Botswana est un pays de 2 317 233 habitants qui a célébré son 50^{ème} anniversaire d'indépendance en 2016. Son gouvernement ne reconnaît aucun groupe ethnique spécifique comme autochtone, affirmant plutôt que tous les citoyens du pays le sont. Cependant, 3,14 % de la population s'identifie comme appartenant à des groupes autochtones. Ceux-ci incluent : les *San* (connus au Botswana sous le nom de *Basarwa*), qui sont au nombre d'environ 68 000 ; les *Balala* (2 350) ; et les *Nama* (2 750), un peuple parlant le *khoekhoe*.

Les *San* étaient autrefois traditionnellement des chasseurs-cueilleurs, mais aujourd'hui, la grande majorité se compose de petits agro-pasteurs, de postiers ou de personnes aux économies mixtes. Ils appartiennent à un grand nombre de sous-groupes, la plupart avec leurs propres langues, dont les *Ju/'hoansi*, *Bugakhwe*, *Khwe-!Ani*, *Ts'ixa*, *!X'ao-!a-n, !Xóõ*, *!Hoan*, *!Khomani*, *Naro*, *G/ui*, *G//ana*, *Tsasi*, *Deti*, *Shua*, *Tshwa*, *Cuaa*, *Kua*, *Danisi* et */Xaise*.

Les *San*, *Balala* et *Nama* sont parmi les personnes les plus défavorisées du Botswana, avec un pourcentage élevé vivant en dessous du seuil de pauvreté. Parmi les *San*, on estime que seulement 300 personnes sont des chasseurs-cueilleurs à plein temps.

Le Botswana est signataire des Conventions sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), sur les droits de l'enfant (CRC) et sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (CERD), et il a voté en faveur de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA). Cependant, il n'a pas signé la Convention sur les peuples indigènes et tribaux n° 169 (OIT 169). Il n'y a pas de lois spécifiques sur les droits des peuples autochtones dans le pays, et le concept de peuples autochtones n'est pas inclus dans la Constitution du Botswana. Le Botswana participe normalement à l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII) mais sa 19^{ème} réunion annuelle à New York, prévue en avril 2020, a été reportée en raison de la pandémie de coronavirus.

Événements en 2020

Il n'y a eu aucun changement dans la législation concernant les communautés autochtones ou minoritaires au Botswana en 2020. Le Botswana a rédigé un examen à mi-parcours de ses progrès dans la mise en œuvre des recommandations reçues d'autres pays en 2018, lorsque le Botswana a participé à l'*Examen périodique universel* (EPU), processus du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. *Ditshwanelo*, le *Centre botswanais pour les droits de l'homme*, a réuni des représentants de plus de 30 ONG parties prenantes pour préparer une réponse à l'examen du gouvernement.

Selon le rapport de *Ditshwanelo*, le Botswana avait accepté 93 des 207 recommandations formulées par d'autres États. L'examen des parties prenantes a révélé que seulement trois avaient été pleinement mises en œuvre. Sur le reste, des progrès ont été réalisés sur environ 54 % des recommandations, alors que 43 % n'avaient pas été mises en œuvre. Aucun progrès n'a été réalisé dans la mise en œuvre de quatre

recommandations sur l'incorporation des conventions relatives aux droits de l'homme que le Botswana a lui-même ratifié dans la législation nationale.

Des progrès ont été accomplis dans la mise en œuvre des recommandations pour la protection des orphelins et des enfants vulnérables, pour la prévention du sida et de la traite des êtres humains. Bien que certaines améliorations aient été apportées à l'accès aux soins de santé, les parties prenantes ont signalé que les enfants San qui ne sont pas nés dans les hôpitaux n'avaient pas de certificats de naissance et que les adultes San n'avaient souvent pas de cartes d'identité, qui sont toutes deux nécessaires pour accéder gratuitement aux soins de santé et autres services gouvernementaux. Les examinateurs ont constaté qu'il existait

*« un écart entre les programmes et les politiques, et des résultats médiocres en ce qui concerne la santé des enfants : plus de la moitié des enfants de moins de 5 ans meurent avant leur cinquième anniversaire ».*¹

COVID-19

Le gouvernement du Botswana a déclaré une urgence COVID-19 le 31 mars 2020, entraînant un verrouillage et des restrictions de voyage. Le confinement a été prolongé fin septembre 2020 et réimposé fin 2020. L'Organisation mondiale de la santé a estimé que le Botswana avait l'un des taux de mortalité dus au COVID-19 les plus bas d'Afrique. Les principaux impacts de COVID-19 comprenaient une réduction des revenus et de l'emploi dans le pays, liée en partie à la baisse substantielle du nombre de touristes entrant au Botswana. Le gouvernement a modifié ses priorités budgétaires, augmentant le financement du ministère de la Santé et du Mieux-être pour faire face à la pandémie de coronavirus et à ses impacts.

Les revenus des minerais, y compris les diamants, qui dominent l'économie botswanaise, ont baissé d'environ 6% selon les chiffres économiques du gouvernement botswanais.

Aucun décès dû au COVID-19 n'a été enregistré au Botswana chez les San, Balala ou Nama en 2020, mais les niveaux de revenu et l'emploi ont diminué en raison de la pandémie. Le *San Youth Network* a organisé un programme pour fournir de la nourriture, du désinfectant pour les mains et des masques aux communautés Ghanzi pendant la pandémie de COVID-19. Ils ont également fourni des informations sur la distanciation sociale et d'autres recommandations dans les langues maternelles San, préparées par le *Kalahari Peoples Fund*, aux membres de la communauté.²

Problèmes de chasse

Plusieurs problèmes se sont posés au Botswana en ce qui concerne les peuples autochtones et minoritaires en 2020. Le président Mokgweetsi Masisi a supprimé l'interdiction de chasse à l'échelle du pays et a ouvert des enchères pour les permis de chasse à l'éléphant au début de 2020. En conséquence, les communautés San telles que Khwaai et Mababe font des offres pour les licences, et Mababe s'est vu attribuer un total de 20 éléphants. Cependant, lorsqu'ils ont cherché à les attribuer à des chasseurs de safari potentiels, ils ont découvert qu'un ancien responsable du Département de la faune et des parcs nationaux se serait entendu avec un opérateur de société de safari américain pour obtenir les licences à un prix modique de 1,5 million de Pula pour ses clients. Ces incidents ont provoqué une énorme rupture dans la communauté de Mababe

et ont conduit à des appels à une enquête officielle par le ministère des Ressources naturelles, de l'Environnement et du Tourisme.³

À partir de mai 2020, un pic du nombre de carcasses d'éléphants a été observé près du village de Seronga dans le delta de l'Okavango.⁴ Finalement, le nombre de morts d'éléphants a totalisé quelque 400. Il a fallu plusieurs mois de tests pour déterminer la cause probable, qui était probablement des cyanobactéries ou des algues toxiques.⁵ Les défenses des éléphants n'ont pas été retirées, le braconnage a donc été exclu. Cependant, trois Tsexa San à Mababe ont été retrouvés avec des défenses d'éléphant et ont été arrêtés le 14 août 2020. Leurs actions ont été condamnées par le *Mababe Zokotshama Community Development Trust*.

Aucun *San*, *Nama* ou *Balala* n'a été abattu par les Forces de défense du Botswana (BDF) en 2020, mais des membres d'autres groupes, dont certains originaires de Namibie et de Zambie, ont été abattus lors d'opérations anti-braconnage. La politique de « *tirer pour tuer* » du gouvernement du Botswana a été remise en question par le gouvernement namibien.⁶

Le 24 mars 2020, quatre hommes *G//ana San* ont été arrêtés par la police du Botswana pour chasse illégale dans la *Central Kalahari Game Reserve* (CKGR). Leur procès devant le tribunal d'instance de Ghanzi, prévu pour le 10 juin, a été reporté⁷ et n'avait toujours pas eu lieu au 31 décembre 2020. Smith Moeti, un militant *San*, a déclaré que les accusations n'étaient qu'une indication d'une récente augmentation du harcèlement et de la persécution par le gouvernement de *San* et *Bakgalagadi* dans le CKGR.⁸

La question des chasseurs de trophées et de leurs relations avec les communautés a continué d'être importante en 2020. Dans certains cas, les organisations communautaires ont estimé qu'elles bénéficiaient des opérations de chasse safari mais que ces avantages avaient considérablement diminué avec l'imposition de l'interdiction de chasser. En réponse, les fiduciaires communautaires tentaient de diversifier leurs sources de revenus et de nouer des liens avec des entreprises et des ONG travaillant dans l'écotourisme. Ils étaient heureux que la chasse aux trophées soit à nouveau autorisée en 2020 car les retours économiques étaient élevés par rapport à d'autres activités.⁹

Problèmes de l'industrie extractive du Botswana

Les principaux problèmes liés à l'exploitation minière et à la prospection du point de vue des minorités autochtones sont les suivants :

- (a) emploi (peu de *San*, *Nama* ou *Balala* ont obtenu un emploi);
- (b) les bénéfices des opérations minières ne sont pas partagés avec les communautés mais plutôt payés sous forme de redevances au gouvernement ou conservés sous forme de bénéfices pour les sociétés minières ; et
- (c) à certains endroits, les *San* ont été exclus des sites miniers, comme cela s'est produit à Letlhakane dans le district central, la zone de Gope (Ghaghoo) de la CKGR, le site minier de Khoemacau sur la rivière Toteng dans le district du Nord-Ouest, et dans le nord Quartier de Ghanzi.

En 2020, des démarches ont été entreprises par l'entreprise qui avait acheté la mine Gope (Ghaghoo) dans la CKGR, ProCivil, pour remettre à neuf les travaux de la mine.

D'anciens employés de Gem Diamonds, l'ancien propriétaire de la mine, ont déclaré qu'ils n'avaient pas été embauchés par ProCivil. Les membres de la communauté de Ghagoo se sont plaints que les nouveaux gardiens de la mine harcelaient leurs animaux domestiques et que l'entreprise n'avait pas fourni d'eau aux communautés autour de la mine. Lorsqu'elle appartenait à Gem Diamonds, Ghagoo avait fourni des bornes-fontaines à l'extérieur de la zone de la mine à l'usage de la population locale.

Reconnaissance Energy Africa (ReconAfrica), une société pétrolière canadienne qui explore pour le pétrole et le gaz dans le district du nord-ouest du Botswana (Licence 001/2020), a déjà commencé à forer dans la Namibie voisine.¹⁰ Les communautés du nord du Botswana s'inquiétaient de Les explorations de ReconAfrica et les impacts potentiels de la fracturation hydraulique (fracking) sur la nappe phréatique et les effets des opérations de forage sur la végétation et la faune locales.

Le comité de développement du village dans les collines de Tsodilo a déclaré que des représentants de l'entreprise et du gouvernement leur avaient dit qu'ils devraient probablement être réinstallés dans un endroit inconnu au sud de Tsodilo.¹¹ *Tsodilo Community Development Trust* a l'intention de contester la possibilité de réinstallation en moyens légaux.

Les communautés San ont continué à se plaindre en 2020 de la perturbation des tombes San dans les zones minières, et les responsables des sociétés minières des districts du centre et du nord-ouest ont dit aux individus qu'ils ne pouvaient pas visiter leurs tombes ancestrales dans ces zones.¹²

Problèmes liés à la réserve de gibier du Kalahari central (CKGR)

Les communautés de la CKGR ont continué à faire part de leurs préoccupations au gouvernement du Botswana et au conseil du district de Ghanzi en 2020. Fin octobre, plusieurs ministres du gouvernement se sont rendus par avion dans la CKGR et ont dit aux résidents qu'il y aurait six trous de forage là-bas. Aucune précision n'a été fournie aux communautés sur l'emplacement des forages, et les membres de la communauté n'ont pas été invités à donner leur avis.¹³ Ils ont spécifiquement demandé aux ministres s'il était prévu de les réinstaller, mais les ministres n'ont pas répondu à cette question. Les membres de la communauté ont fait part de leurs préoccupations concernant les plans du conseil du district de Ghanzi pour une ferme de faune (gibier). Il s'agissait d'une ferme contenant des animaux sauvages qui sont soit vendus aux enchères aux agriculteurs, soit conservés à des fins de chasse par des clients payants. Cette ferme, au grand dam des communautés, était loin de la réserve, un point soulevé par les membres de la communauté CKGR à un sous-comité du conseil de Ghanzi lorsqu'ils ont visité la réserve.¹⁴

Les communautés ont également demandé au gouvernement d'autoriser l'avocat britannique Gordon Bennett à retourner au Botswana pour les conseiller sur la manière de garantir leurs droits légaux à la terre et aux ressources dans la CKGR.¹⁵

Les projets du gouvernement de construire une clôture à l'épreuve des éléphants de la frontière namibienne à l'est à travers la frontière nord de la CKGR et le long du côté est de la réserve avant de se diriger vers l'est jusqu'à la frontière sud-africaine ont été remis en question à plusieurs reprises lors de diverses réunions par des membres de la communauté de la CKGR. en 2020, tout comme les plans du gouvernement pour un

chemin de fer trans-Kalahari de la mine de charbon de Morupule près de Palapye voyageant vers l'ouest à travers la CKGR et le district de Ghanzi au sud des fermes de Ghanzi jusqu'à Walvis Bay en Namibie. Dans les deux cas, les habitants de la CKGR ont demandé au gouvernement si une étude d'impact environnemental avait été réalisée pour la clôture et la voie ferrée. Le gouvernement n'a pas encore divulgué les EIE pour l'une ou l'autre des activités prévues.

Au moins quatre sociétés de prospection de diamants opéraient dans la CKGR en 2020 et, lors des réunions de consultation communautaire, les membres de la communauté se sont demandé si les sociétés respectaient les réglementations environnementales du gouvernement. Les membres de la CKGR voulaient en savoir plus sur le *Kgalagadi-Ghanzi Drylands Ecosystem Project* (KGDEP) et sur les avantages et les risques attendus pour les membres de la communauté CKGR, en particulier parce que les plans du projet comprenaient des opérations anti-braconnage élargies.¹⁶ Enfin, les membres de la communauté CKGR Des représentants du gouvernement leur ont dit qu'ils n'avaient pas le droit de faire pousser des cultures dans le Kalahari central, ce avec quoi ils n'étaient pas du tout d'accord.¹⁷

Nouveau système d'eau pour la colonie de Bere

Avec une subvention de la Banque mondiale, le gouvernement du Botswana envisage de construire un nouveau système d'approvisionnement en eau pour la colonie de Bere dans le district de Ghanzi, une colonie de San qui existe depuis les années 1960. Un nouveau réservoir et des conduites seront construits et le forage existant sera amélioré.¹⁸ La population de Bere a doublé au cours de la dernière décennie, passant de 778 en 2011 à 1 412 en 201819, en partie en raison de la réinstallation de 100 personnes de Ranyane, après que le forage de Ranyane a été démantelé par le conseil du district de Ghanzi.²⁰ On ne sait pas d'où venaient les 500+ résidents supplémentaires.

Problèmes avec les internats pour les enfants San

Le 4 mai 2020, une fille San de 11 ans vivant avec sa famille sur un poste d'élevage dans le nord-ouest du Botswana s'est suicidée en se pendant à un arbre après avoir vu le véhicule d'un travailleur social s'approcher de chez elle. La jeune fille avait apparemment peur que l'assistante sociale soit venue la ramener au pensionnat de Kuke où elle était étudiante. L'école, dans le district de Ghanzi, accueille principalement des élèves *san* et connaît des taux d'abandon très élevés depuis des années. Un travailleur social de Ghanzi a été cité dans un article de journal évoquant à quel point il était difficile de s'occuper d'enfants faisant l'école buissonnière : « *Parfois, nous utilisons la force et les poursuivons en fait, les jetons dans le véhicule et les emmenons à l'école.* »²¹

En juillet 2020, le *Khwedom Council* et le *San Youth Network* ont organisé une réunion virtuelle de 20 dirigeants San de tout le Botswana pour discuter de l'incident. Ils sont unanimes à penser que les foyers sont souvent surpeuplés. Les soignants, dont peu d'entre eux sont d'ascendance *san*, font preuve de discrimination à l'égard des enfants *san*, omettant de les superviser, de s'occuper de leurs soins de santé ou de prévenir les abus sexuels.

En septembre 2020, un enseignant de l'école secondaire de Makgadikgadi dans le district central, dont les élèves sont pour la plupart des *San*, s'est plaint aux responsables de l'école que les enfants étaient battus excessivement, privés de nourriture et même déshabillés en guise de punition pour des actes répréhensibles

perçus. Un deuxième enseignant a ajouté que les élèves, une fois dépouillés de leurs vêtements, avaient également été agressés sexuellement.²²

Une évaluation de la capacité des services sociaux du Botswana à protéger les enfants contre la violence a été entreprise au début de 2020. L'étude, financée par l'UNICEF et menée en collaboration avec le Département de la protection sociale du Botswana²³, a révélé que le grave manque de personnel dans les internats du Botswana était un problème systémique, autorisant la négligence et la maltraitance généralisées des enfants. L'une des principales raisons du sous-effectif était le gel par le gouvernement des recrutements dans la fonction publique, mis en place en 2013, selon le rapport²⁴.

Appels de femmes et de jeunes autochtones

En septembre 2020, le président Mokgweetsi Masisi a proposé de modifier la politique foncière du Botswana de 2015 afin de donner aux femmes mariées au Botswana le droit de posséder des terres.²⁵ Un certain nombre de *San* ont des certificats de terres agricoles, et cette politique affectera donc les femmes *San*.

Diverses organisations de femmes, dont le *Gender-based Violence Prevention and Support Center* et le *San Youth Network*, ont demandé dans des déclarations publiques qu'une plus grande soit accordée aux droits des femmes dans le pays, en particulier le droit de ne pas être soumis à des violences domestiques, ce qui touche à la fois Femmes *san* et non *san*²⁶.

En septembre, puis à nouveau en novembre 2020, des *San* ont appelé le gouvernement dans des déclarations publiques à enseigner les langues *san* de langue maternelle dans tout le Botswana après avoir appris que les langues minoritaires étaient enseignées dans les écoles du Ngamiland.²⁷

Les peuples autochtones et minoritaires du Botswana ont déclaré collectivement qu'ils espéraient que 2021 serait une année au cours de laquelle les vaccins contre le coronavirus disponibles pour tous, que l'économie s'améliorerait et que le Botswana redoublerait d'efforts pour promouvoir les droits de l'homme et la justice sociale dans le pays.

Notes et références

1. Ditshwanelo. "Botswana Universal Periodic Review (UPR) Civil Society Mid-Term Review Stakeholder Report Third UPR Cycle." 31 August 2020. Gaborone: Ditshwanelo. Accessed on 2 February 2021. <https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/UPR/NGOsMidTermReports/CSJointSubmissionBotswana31Aug2020.pdf>
2. Morris, Job. Personal communication, 14 October 2020 and Kalahari Peoples Fund. Personal communication, 18 October 2020.
3. Mmana, Francinah Baaitse. "Elephant hunting saga divides community." *Okavango Voice*, 10 March 2020. Accessed on 2 February 2021. <https://news.thevoicebw.com/2020/03/elephant-hunting-saga-divides-community/>
4. K. Ontebetse, Khonani. "Spike in elephant carcasses numbers baffle officials." *Sunday Standard*, 16 July 2020. <https://www.sundaystandard.info/spike-in- elephant-carcasses-numbers-baffle-officials/>
5. S. Azeem, R. Bengis, R. van Aarde, and A.D.S. Bastos. "Mass Die-Off of African Elephants in Botswana: Pathogen, Poison, or a Perfect Storm." *African Journal of Wildlife Research* 50(1):149-156.
6. Mowena, Nicholas. "Namibia is not happy with BDF extra judicial killings." *Botswana Guardian*, 12 November 2020.
7. Moeti, Smith. Personal communication, 31 March 2020.
8. Ontebetse, Khonani. "UK based rights group Survival International renews fight against Botswana govt." *Sunday Standard*, 15 June 2020. Accessed on 2 February 2021. <https://www.sundaystandard.info/uk-based-rights-group- survival-international-renews-fight-against->

- botswana-govt/
9. Coe, Katherine Kellam. "An Exploration of the Adaptive Capacity of Community- Based Organizations in Northern Botswana in Response to A Hunting Ban." M.Sc. thesis, University of Montana, Missoula, 2020.
10. Barbee, Jeffrey and Kerry Nash. "Mystery Surrounds Plans to start Fracking Near Namibia's Kavango River and Botswana's Tsodilo Hills." Daily Maverick, 16 September 2020. <https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-09-16-mystery-shrouds-plans-to-start-fracking-near-namibias-kavango-river-and-botswanas-tsodilo-hills/>; Barbee, Jeffrey and Laurel Neme. "Oil drilling, possible fracking planned for Okavango Oil drilling, possible fracking planned for Okavango region—elephants' last stronghold." National Geographic Society, 28 October 2020. <https://www.nationalgeographic.com/animals/article/oil-drilling-fracking-planned-okavango-wilderness>
 11. Tsodilo Village Development Committee. Personal communication to authors, 14 December 2020.
 12. Complaints to the Botswana Khwedom Council, June 2020.
 13. Galekhutle, Mothusi. "Govt to Drill Six Boreholes at CKGR." Daily News, 3 November 2020. <https://www.facebook.com/DailyNews.BW/posts/govt-to-drill-six-boreholes-at-ckgr-government-intends-to-drill-six-boreholes-at/3405173546198845/>
 14. Ghanzi District Council. "Central Kalahari Game Reserve Report to Full Council to be held on the 21st – 25th Sep 2020." Ghanzi: Ghanzi District Council.
 15. Ontebetse, Khonani. "Bushmen Resurrect Ancestral Right Fight." Sunday Standard, 4 October 2020. Accessed on 2 February 2021. <https://www.sundaystandard.info/bushmen-resurrect-ancestral-rights-fight/>
 16. Questions raised with personnel from the UNDP KGDEP personnel, November 2020.
 17. Ontebetse, Khonani. "UK Based Rights Group Survival International Renews Fight Against Botswana Government." Sunday Standard, 15 June 2020. Accessed on 2 February 2021. <https://www.sundaystandard.info/uk-based-rights-group-survival-international-renews-fight-against-botswana-govt/>
 18. Water Utilities Corporation, Botswana Government. "Botswana Emergency Water Security and Efficiency Project (BEWSEP): Environmental and Social Impact Assessment (ESIA) and Environmental and Social Management Plan (ESMP) for the Bere Settlement Water Supply Sub-Project." April 2020.
 19. Ibid. p.15
 20. Sapignoli, Maria. Personal communication, 21 December 2020; Hitchcock, R.K. "Forced Displacement, Migration, and Resettlement: A Central Kalahari Case." Presentation to Core 003 - Forced Displacement, Migration, and Resettlement, Department of Psychology, Claremont College, Claremont, California, 2020.
 21. Mmana, Francinah Baaitse. "Girl, 11, Driven to Suicide by Fear of School." The Okavango Voice, 8 May 2000. Accessed on 21 February 2021. <https://news.thevoicebw.com/2020/05/girl-11-driven-to-suicide-by-fear-of-school/amp/>
 22. Dipholo, Kabelo. "Teachers' Schoolyard Scrap Leads to Child Abuse Claims." The Okavango Voice, 29 September 2020. Accessed on 2 February 2021. <https://news.thevoicebw.com/2020/09/teachers-schoolyard-scrap-leads-to-child-abuse-claims/>
 23. Child Frontiers. "Protecting Children of Nomadic Groups in Botswana." May 2020. Accessed 27 December 2020. <https://www.childfrontiers.com/features-jun-2020-gt-botswana>
 24. Child Frontiers. "Mapping and Capacity Gap Analysis: Strengthening the social service workforce to prevent and respond to violence against children in Botswana. Final Report." March 2020. Accessed on 27 December 2020. <https://childfrontiers.app.box.com/s/yr0rkq5t68kj5v6wkzoio7w009bliex5>
 25. Maytham, Emma. "Women's Rights in Botswana." The Borgen Project, 6 November 2020. Accessed on 16 December 2020. www.borgenproject.org
 26. San Youth Network. Personal communication, 15 September 2020; see also Kamelhar, Benjamin. "Reforming the Right to Property: How Botswana's Progressive Judiciary Helps Lift Women Out of Poverty." Georgetown Journal on Law and Policy. 26 March 2020.
 27. Mmana, Francinah Baaitse. "Maun Schools to Use Native Languages in Teaching." The Voice, 1 September 2020. Accessed on 2 February 2021. <https://news.thevoicebw.com/2020/09/maun-schools-to-use-native-languages-in-teaching/>.
 28. Chebanne, Andy. University of Botswana. Personal communication, 18 November 2020.

Robert K. Hitchcock est membre du conseil d'administration du Kalahari Peoples Fund (KPF), une organisation à but non lucratif vouée à l'assistance aux populations d'Afrique australe. rkhitchcock@gmail.com

Judith Frost est une rédactrice et chercheuse basée à New York qui s'intéresse aux problèmes des peuples autochtones depuis de nombreuses années. frostjaa@gmail.com

Source

IWGIA The Indigenous World 2021

traduction par le GITPA